



MEXIQUE



D 2031 • Mx3
16-30 novembre 1995

MOTS-CLEFS
Indiens
Armée
Domination
Marginalisation
Pauvreté
Répression

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

LA VIE DES COMMUNAUTÉS INDIENNES DU CHIAPAS sous le contrôle de l'armée fédérale mexicaine

Les communautés indiennes de l'État du Chiapas au Mexique sont confrontées à une réalité aux conséquences graves et complexes : la présence de l'armée fédérale. On estime actuellement à quelques 50 000 le nombre de soldats de l'armée fédérale présents dans le Chiapas (sur le seul territoire de la paroisse d'Ocosingo, on estime ce nombre à 25 000, les soldats étant répartis en une vingtaine de campements tout près des communautés tzeltales). Cette situation est encore aggravée par les stratèges qui fomentent une "guerre de faible intensité", laquelle provoque, de manière permanente, des dégâts importants dans la population. Les différentes attitudes politiques - principa-

lement de la part des partis politiques : le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), ou de leurs organisations - favorisent les divisions entre les communautés, détruisant ainsi leur manière traditionnelle d'entrer en relation les unes avec les autres. Le texte ci-dessous permettra de mieux prendre la mesure de la gravité des dysfonctionnements introduits dans la vie des communautés indiennes par la présence de l'armée fédérale.

Communication du Comité des droits de l'homme "Fr. Pedro Lorenzo de la Nada o.p.", de la ville d'Ocosingo.

Division à l'intérieur des communautés

Le problème de la division à l'intérieur des communautés existait, certes (avant la présence de l'armée fédérale), mais pas avec la même fréquence ni les mêmes intensité et complexité qu'aujourd'hui. Les acteurs, par motivations politiques ou organisationnelles sont, dans certaines communautés, affiliés ou sympathisants du PRI ; ils comptent, en réalité, avec l'appui de l'armée fédérale, ayant de fait conclu avec elle un accord d'étroite collaboration. Nombreux sont ceux qui ont été déplacés de leurs

communautés durant le temps du conflit. En compensation de la "souffrance d'avoir abandonné leur communauté", le gouvernement leur a offert son "appui" (argent, provisions ou crédits), en échange de listes des présumés zapatistes (considérant que sont zapatistes tous ceux qui ne sont pas priistes¹). Cette situation de "dénonciation gratifiée" a affecté, dans bien des cas, les catéchistes et les

1 - Zapatiste : du nom de l'Armée zapatiste de libération nationale, qui s'est manifestée dans le Chiapas le 1er janvier 1995. Priiste : du nom du Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, au pouvoir depuis 1929.

pré-diacres, ainsi que les leaders de la communauté. Les membres de l'organisation qui souffrent principalement la persécution, à cause de ces dénonciations sont régulièrement harcelés ou menacés par les militaires. Dans certains cas, entre priistes et zapatistes, des accusations de vol, de spoliation ou d'infraction sont portées et provoquent des attitudes agressives. Chez les Indiens Tzeltales, cela a même atteint la dimension religieuse - pourtant principe d'unité entre eux - provoquant la division dans les mêmes proportions.

Alcool

La circulation de boissons alcooliques est un des autres grands problèmes à affronter. Avant le mois de février dernier, ce problème était contrôlé par l'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN). A l'heure actuelle, il n'est pas rare de voir circuler les boissons alcoolisées en grandes quantités, surtout dans les communautés voisines des détachements militaires. Il est facile d'en déduire que c'est l'armée fédérale qui a favorisé cette situation ; bien souvent ce sont les militaires eux-mêmes qui introduisent ces boissons. Cette tactique est l'une des plus efficaces parmi celles que le gouvernement a utilisées pour distraire les populations de la réalité qui est la leur, les tenant ainsi éloignées des véritables problèmes.

L'alcool calme la fatigue, la détresse, et le désespoir ; en outre, c'est la voie la plus sûre pour s'armer de courage et protester ou agresser ceux qui sont différents. C'est justement ce que le gouvernement désire : profiter de l'alcool pour obtenir des informations sur les zapatistes, savoir où ils se rencontrent, tout en contribuant à semer la discorde entre les gens. L'heure que nous vivons leur est propice puisque, d'une part, on souffre de la fatigue, des dégâts de la faim ou de la maladie et que, d'autre part, aucune solution facile et rapide ne semble se dessiner en réponse au conflit armé.

Cela se produit aussi avec la drogue : on propose aux indigènes de semer ou de consommer de la marijuana, qu'on leur présente comme une "herbe curative", qu'on leur offre volontiers. Nous connaissons plusieurs cas où les militaires, cherchant à tromper les paysans, ont introduit de la marijuana dans leurs sacs ; par la suite, on les a accusés de transporter des stupéfiants et, par conséquent, on les a assignés pour dommage contre la santé.

Prostitution

Avec l'incursion de l'armée fédérale, la prostitution a, elle aussi, fait son apparition. Chaque jour, on peut voir des camions militaires, des taxis collectifs ou des chevaux qui transportent des femmes jusqu'à différents points

de la forêt, près des détachements militaires. Ce problème qui, en soi, est déjà dramatique, se transforme en une véritable tragédie pour les foyers tzeltales, puisque les femmes indigènes commencent elles aussi à être embauchées. Il arrive aussi qu'elles y soient contraintes pour des raisons économiques. A ce sujet, plusieurs dénonciations nous sont parvenues, précisant que, dans quelques communautés, les soldats avaient offert de l'argent aux pères de famille pour qu'ils acceptent de leur "prêter" leurs filles.

D'ailleurs, c'est à l'occasion de la préparation des aliments ou de la lessive que les soldats cherchent à se rapprocher des femmes. Les cas de harcèlement sexuel ne sont pas rares, lorsque les femmes se trouvent au bord des rivières pour laver le linge ou se baigner. Dans certains cas, elles ont été victimes de viol, le crime restant impuni par crainte de représailles ou pour éviter que d'autres problèmes familiaux ou communautaires ne se produisent. La plupart de ces femmes ont préféré se taire, cachant ces faits, car elles pensent que leur dénonciation leur causerait d'autres problèmes plus graves.

La prostitution, dans ce contexte-là, maintient les femmes dans une situation désavantageuse et vulnérable, non seulement face aux soldats, mais aussi par rapport à leurs communautés, puisque, vu la situation, elles risquent d'être utilisées non seulement par les militaires mais aussi par certains de leurs congénères. La réalité qui se vit, au fond des vallées, nous conduit une fois de plus à considérer cela comme faisant partie intégrante de la stratégie militaire, provoquant la destruction silencieuse et invisible des relations dans le cadre des communautés. Cela, d'ailleurs, ne concerne pas seulement les femmes tzeltales, mais aussi les hommes qui visitent les prostituées venues de l'extérieur.

Des actes obscènes sont dénoncés par les communautés durant lesquels les soldats se livrent à l'acte sexuel en présence de la population et, en particulier, de mineurs garçons ou filles. La prostitution est en train de devenir une activité quotidienne. Certaines prosti-

tuées invitent les plus jeunes à se prostituer à leur tour, prétextant que cela mettra aisément un terme à leurs problèmes économiques. Des femmes mariées ont abandonné leur époux pour s'en aller avec un soldat ; d'autres, parmi les plus jeunes, préfèrent la proximité d'un soldat à celle d'un indigène. Peut-être pour assouvir l'image du "Rambo" véhiculée par la culture américaine.

L'augmentation des maladies est actuellement plus qu'évidente, au point que ce phénomène atteint même le bourg d'Ocosingo. C'est sur la population la plus pauvre que sont tombées toutes ces disgrâces. Le problème de la contamination touche la plupart des fleuves et des ruisseaux des communautés qui sont, presque toujours, la seule source d'approvisionnement de ces populations. Tels sont les ravages que l'armée charrie avec elle. Ceux qui ont dû se réfugier dans les montagnes ont souvent contracté des maladies, telle la leishmaniasis semblable au paludisme (ulcère dégénératif et progressif, transmis par la piqûre d'un moustique). Dans d'autres cas encore, c'est le choléra et l'anémie, déjà existants, qui se développent; le manque de médicaments et l'absence d'un service de santé efficace provoque l'aggravation de cette situation qui devient la cause de problèmes majeurs pour la communauté indigène.

Harcèlement de l'armée fédérale

La communauté doit supporter de constantes perturbations et ceci de différentes manières ; l'une d'elles, vient des survols permanents d'avions militaires et du passage de convois ou de patrouilles, de nuit comme de jour. Dans certaines communautés, on a construit des pistes pour les hélicoptères, sans attendre le consentement des autorités ou de la communauté ; de même, on a occupé des écoles ou des cliniques, ainsi que des propriétés communales pour y installer des campements, ou des maisons abandonnées pour s'y installer.

La population doit subir de constants interrogatoires. Quand quelqu'un doit

sortir pour se rendre à son travail, il doit demander la permission et tout est vérifié, jusqu'à la quantité de nourriture qu'il emporte avec lui. Pour se réunir, dans bien des cas, il est nécessaire d'obtenir l'autorisation préalable des soldats. De plus, ces derniers n'hésitent pas à réquisitionner les femmes pour qu'elles se chargent de laver leurs uniformes ou de préparer leurs *torillas*.

Il n'est pas rare qu'il soit impossible de se baigner dans les rivières, surtout pour les femmes, comme, on le fait normalement, puisque ce sont les lieux que les militaires fréquentent le plus volontiers, afin de mieux interroger les zapatistes ou simplement parce qu'il leur plaît de réserver ces lieux pour leurs propres baignades.

Des communautés à moitié détruites

La peur et la crainte de l'armée fédérale ont provoqué l'abandon radical de certaines communautés. De retour à leur lieu d'origine, les gens retrouvent leurs maisons occupées ou brûlées, parfois à moitié dévastées, et les quelques instruments de cuisine qu'ils possèdent sont, la plupart du temps, perdus ou cassés. Plusieurs communautés se sont vu couper l'approvisionnement en eau potable. Ceux qui avaient réussi à garder quelques réserves de nourriture les ont retrouvées étalées sur le sol et arrosées de pesticides. Les animaux de trait sont régulièrement volés, de même que le bétail : veaux, porcs ou volaille. Souvent les documents personnels ou ceux de la communauté disparaissent ;

on les retrouve quelquefois complètement déchirés.

Le seul moyen de communication avec ceux qui comptent sur la communauté, la plupart du temps, est celui des radios de bandes civiles. A diverses reprises, on les a confisquées et, en général, elles ne sont jamais rendues. De petits magasins ou coopératives de la communauté ont été mis à sac, privant ainsi la population de ses maigres moyens de subsistance.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

**Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.**